

Comptes économiques 2006

Avec 2,3 % de croissance en valeur, soit une progression inférieure à celle des prix, le PIB 2006 prolonge la tendance au ralentissement de l'activité économique. La création de valeur ajoutée par le secteur privé s'essouffle, confrontée à une demande moins forte des ménages et à une demande extérieure peu soutenue. L'investissement des entreprises comme celui des administrations ne redémarre pas et seul l'investissement des ménages se renforce grâce aux dispositifs d'incitations. Dans ce contexte les importations stagnent en valeur malgré la hausse des prix du pétrole.

Évolution du PIB

En 2006, le ralentissement de la croissance du PIB en valeur observé depuis 2004 se poursuit : la croissance est seulement de 2,3 % contre 2,4 % en 2005. La population polynésienne augmente en moyenne de 1 % par an d'où une croissance du PIB par habitant limitée à 1,5 %, soit une création de richesse par habitant de 2,090 millions de F.CFP en 2006.

Si les niveaux de croissance du PIB en valeur semblent proches en 2005 et 2006, les croissances réelles¹ sont très différentes sur ces deux années. Pour la première fois depuis 1988, l'évolution du PIB réel (corrigé de l'inflation) devient négative, à -0,4 % alors que le PIB réel en 2005 était en hausse de 1,4 %. L'inflation a été particulièrement forte entre 2005 et 2006 ; l'indice général moyen des prix à la consommation a progressé de 2,75 %, contre 1,9 % sur la période précédente. En volume, l'activité économique polynésienne s'est donc contractée en 2006.

En valeur, le PIB a progressé de 524,2 à 536,3 milliards de F.CFP en 2006. Les contributions des composantes privée et publique du PIB ont été équivalentes, soit 5,7 milliards de valeur ajoutée supplémentaires pour la partie privée et 5,5 milliards pour les administrations.

N° 7/2009

Directeur de la publication :
Hervé BACHERÉ

Rédactrice en chef :
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :
Alexandre AILLOUD

Réalisation : ISPF
Flashage : SCOOP
Impression : STPmultypress

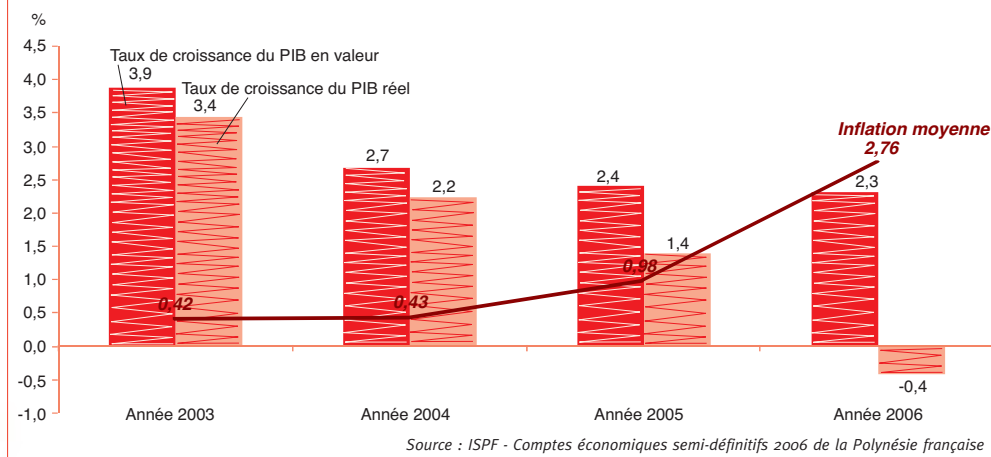
Vente et abonnements : 47 34 42

Prix du numéro :
En Polynésie française : 600 F.CFP
Hors Polynésie française : 750 F.CFP

Dépôt légal : octobre 2009
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2009

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
Courriel : ispf@ispf.pf / Site internet : www.ispf.pf

Évolution du PIB et du PIB réel



1 : le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal) on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

La production intérieure brute marchande (PIBe) progresse de 1,6 %, soit une croissance inférieure à l'inflation. Seules deux branches d'activité, les industries agroalimentaires et les services (hors commerce), génèrent plus de valeur ajoutée en 2006 qu'en 2005, avec des hausses respectives de 8,9 % et 8,4 %. Confrontée, comme d'autres branches, à un fort renchérissement de ses coûts de production la richesse créée par la branche énergie chute de 10,5 %. La valeur ajoutée du secteur primaire, celle des industries mécaniques et électriques et celle des autres industries diminuent respectivement de 6,9 %, 3,2 % et 7,9 %. La richesse créée par les activités de commerce et la branche « Bâtiments et travaux publics » diminue de 3,3 % et 1,5 %.

La composante publique ou non marchande du PIB, constituée des salaires versés par l'Administration, a progressé et amortit ainsi le ralentissement de la croissance globale. Cette hausse de 4,4 % est supérieure à la croissance moyenne annuelle observée entre 1997 et 2006 (+3 %). L'administration locale (Territoire et établissements territoriaux, CPS et CHT) a accru ses dépenses salariales de plus de 7 %, tandis que les salaires versés par l'État ne progressent que de 1,2 %.

Le PIB et ses composantes en 2005 et 2006

Unité :	2005		2006	
	millions de F.CFP	%	millions de F.CFP	%
Agriculture	12 535	2,4	11 668	2,2
Industries agroalimentaires	11 134	2,1	12 130	2,3
Énergie	13 843	2,6	12 384	2,3
Industries mécaniques et électriques	10 079	1,9	9 759	1,8
Autres industries	10 033	1,9	9 238	1,7
Bâtiment, travaux publics	26 334	5,0	25 942	4,8
Transports, télécommunications	45 797	8,7	45 506	8,5
Autres services	138 293	26,4	149 972	28,0
Commerce	88 061	16,8	85 171	15,9
PIBe	356 107	67,9	361 770	67,5
Salaires des administrations	126 616	24,2	132 095	24,6
Salaires domestiques	1 077	0,2	1 249	0,2
Ensemble des salaires	127 694	-	133 344	-
TVA (importations + consommation)	40 407	7,7	41 230	7,7
PIB	524 208	100,0	536 344	100,0
Taux de croissance PIBe	-	2,6	-	1,6
Taux de croissance PIB	-	2,4	-	2,3
Taux de croissance PIB en volume	-	1,4	-	-0,4
PIB par habitant (millions de F.CFP)	2 059	-	2 090	-

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2006 de la Polynésie française

La production

La production intérieure brute (PIBe) est la contribution du secteur productif marchand au PIB. Elle s'élève à 361,8 milliards de F.CFP en 2006. Le secteur tertiaire (commerce, services et transports et télécommunications) génère, à lui seul, 77,6 % de la PIBe, le secondaire (industries agroalimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques et industries diverses) 12,0 %, le BTP 7,2 % et le secteur primaire (agriculture, pêche, perliculture) 3,2 %.

Le commerce : tassement des dépenses des ménages

Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales générées lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale (30,0 milliards de F.CFP en 2006).

Le chiffre d'affaires du commerce s'inscrit en baisse de 3,8 %, provoquant une contraction de la production de marges commerciales. La valeur ajoutée de la branche diminue de 3 milliards, et s'établit à 85,2 milliards de F.CFP. Les stocks constitués en 2005 par les importateurs sur les produits dont les taxes étaient annoncées à la hausse pour 2006² ont amplifié le ralentissement d'autant plus que la méthode de mesure de la production du commerce est sensible à ce type de phénomène.

Services, transports et télécommunications : activité toujours dynamique

Hors transports et télécommunications les activités de service constituent le moteur de la croissance en 2006. Pour la plupart de ces activités le chiffre d'affaires est en progression, voire en forte progression pour certains services aux entreprises, tandis que les coûts de production évoluent cette année dans un sens favorable aux entreprises. Au global, le chiffre d'affaires des services (hors transports et télécommunications) progresse de 4,9 % alors que leurs coûts de production demeurent stables (+0,1 %). Le secteur bancaire tire la croissance de cette branche, avec 17,9 milliards de valeur ajoutée, soit une croissance de 9,1 % par rapport à 2005. D'autre part, profitant d'une fréquentation touristique plus soutenue, la valeur ajoutée de l'activité hôtelière croît de 7,6 % pour s'établir à 8 milliards de F.CFP.

En 2006, l'activité de distributeur de services de radio et télévision par satellite a été filialisée par l'Office Polynésien des Télécommunications (OPT) et cette filiale est désormais intégrée dans la branche « autres services qui aurait malgré tout augmenté de 7,2 % sans cette opération.

L'intégration de cette filiale, les performances du secteur bancaire, le développement des services aux entreprises (notamment d'« administration d'autres biens immobiliers » et de « conseil pour la gestion ») et la baisse des taux de consommation intermédiaire dans les secteurs de la santé et

de l'hôtellerie-restauration renforcent la part des autres services dans la PIBe (41,5 % contre 38,8 % en 2005).

Le chiffre d'affaires global de la branche « transports et télécommunications » est en hausse de 1,8 % mais sa valeur ajoutée perd 300 millions de F.CFP par rapport à 2005 (-0,6 %) sous la pression d'un renchérissement de 3,3 % des consommations intermédiaires.

Les chiffres d'affaires du transport aérien, de l'entreposage frigorifique et des télécommunications ont une nouvelle fois une croissance à deux chiffres, mais ces secteurs subissent parallèlement une augmentation de leurs taux de consommation intermédiaire. En excluant du champ, l'OPT (et donc la problématique de la filiale Tahiti Nui Satellite) la branche enregistrerait une hausse de 1,6 % de sa valeur ajoutée.

Le BTP : demande des ménages toujours soutenue

La valeur ajoutée du secteur BTP s'est contractée de 1,5 % par rapport à 2005. Le déstockage³ de certaines entreprises du secteur, est venu grever la production de l'exercice 2006 alors que la demande en BTP de l'économie a néanmoins connu une amélioration. Grâce aux ménages, les dépenses d'investissement en BTP des particuliers, des Administrations et des entreprises sont en hausse de 3,3 %.

Soutenus par la poursuite des mesures d'encouragement à l'investissement immobilier (PAB et PHB) les ménages continuent de stimuler la demande en BTP, pour un montant total de 23,8 milliards de F.CFP, soit le montant le plus important jamais enregistré. La situation est fort différente pour la demande des administrations et celle des entreprises qui baissent respectivement de 3,1 % et 13,0 %, à 24,2 et 7,7 milliards de F.CFP. La fin des chantiers de rénovation de la RDO et de l'hôpital Jean Prince a pesé sur les dépenses en BTP du Territoire et la faiblesse de l'investissement des entreprises (-2,8 % par rapport à 2005) se traduit plus fortement dans le BTP que dans les achats de machines et matériels.

Énergie : hausse des coûts de production

Bien que la part de la production hydroélectrique soit plus importante en 2006 (30 %) qu'en 2005 (26 %), les producteurs d'énergie ont subi de manière directe en 2006 la forte hausse des dérivés pétroliers. Pour une production en croissance de seulement 3,5 %, la valeur des consommations intermédiaires a progressé de plus de 15 %. Le prix CAF* au litre du fioul majoritairement utilisé pour la production d'électricité s'est en effet apprécié de 34 % entre 2005 et 2006.

2 : Les produits concernés sont principalement les tabacs et les alcools.

3 : Ces déstockages sont dus à des décalages temporels au niveau des exercices comptables, pour certaines opérations de travaux publics qui se sont étalées sur 2005 et 2006.

4 : CAF : Coût Assurance Fret, n'incluant donc ni TVA à l'import, ni autres taxes à l'import. Le mécanisme complexe du FRPH (Fonds de Régulation des Prix des Hydrocarbures) permet néanmoins aux producteurs d'électricité d'acheter leurs produits pétroliers à un prix inférieur au prix CAF.

Les industries : secteur en difficulté

La valeur ajoutée du secteur des industries mécaniques et électriques se contracte de 3,2 % en 2006. Le chiffre d'affaires baisse de 2 % alors que les coûts de production restent stables. Pour l'ensemble de l'industrie, hors industrie agroalimentaire, le renchérissement des intrants a été fort. L'indice INSEE des matières premières industrielles, en Euros, s'est notamment apprécié de 37 % en moyenne entre 2005 et 2006.

Dans le sillage du ralentissement du BTP, la baisse d'activité des secteurs liés à la construction que sont la fabrication de charpentes et de menuiserie, la production de sables et granulats et la fabrication d'éléments en matière plastique pour la construction, pèse sur la valeur ajoutée de la branche « autres industries ». Avec 9,2 milliards de F.CFP de valeur ajoutée, la contribution de cette branche à la croissance est la plus faible depuis 1998. La production baisse de 6,5 % tandis que la valeur des consommations intermédiaires ne diminue que de 5,9 %.

L'industrie agroalimentaire : taux de consommation intermédiaire en baisse

En 2006 la production progresse de 1,5 % alors que la valeur ajoutée progresse de façon nettement supérieure (+8,9 %) sous l'effet d'une réduction des coûts de production. Le taux de consommation intermédiaire des deux plus grosses filières des IAA, la brasserie et la préparation industrielle de produits à base de viande, qui totalisent plus de 17 milliards de F.CFP de chiffre d'affaires, passent de 57 à 54 %. D'autre part le développement des activités de fabrication de glaces et sorbets et de fabrication de lait liquide et de produits frais a activement contribué à la croissance de la production de la branche.

Le secteur primaire : rendements agricoles en baisse mais amélioration pour les activités de pêche

Le secteur primaire englobe, outre les productions agricoles, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la production perlrière. Pour cette dernière activité, la connaissance très imparfaite du secteur contraint à valoriser la production perlrière par les exportations.

La valeur d'exportations des perles de culture brutes en 2006 retrouve le niveau faible de 2004, soit 11 milliards de F.CFP,

après une année 2005 qui avait été encourageante. La production des produits perlriers perd 1,3 milliard par rapport à 2005. La baisse du prix au gramme des produits perlriers reste néanmoins contenue puisque ce prix passe de 1 470 à 1 443 F.CFP entre 2005 et 2006, soit une baisse de 1,9 %. La perliculture contribue en 2006 à hauteur de 30 % à la valeur ajoutée du secteur primaire.

Victimes d'intempéries en mai 2006, les productions de l'agriculture (légumières, fruitières, vivrières et animales) se situent sur les niveaux de 2004, après une très forte croissance des quantités en 2005. Après un point haut de 31 500 tonnes en 2005, la production s'établit à 26 500 tonnes, soit une baisse de 16 %. La production fruitière, en retrait de 28 %, est celle qui baisse le plus en volume par rapport à 2005. La hausse des prix de vente des fruits, des légumes, des viandes et des produits vivriers a un effet positif sur la valeur de production puisque si les productions sont en baisse de 16 % en volume, elles ne perdent que 2 % en valeur pour s'établir à un peu plus de 6 milliards de F.CFP (contre 6,1 milliards en 2005).

Du fait de conditions climatiques peu favorables, la vanille connaît une année difficile en 2006 avec une production en baisse de 49 % en volume et de 31 % en valeur.

Confrontée à la concurrence des pays du Sud-Est asiatique et du Pacifique, la production de nono recule de 22 % en quantité comme en valeur, à 6 400 tonnes et 384 millions de F.CFP. La production de coprah diminue légèrement, après une intensification de la production en 2005, pour s'établir à 10 500 tonnes en 2006 (-3 % par rapport à 2005) mais le taux de production de coprah de première qualité progresse de nouveau d'un point à 97 %.

En chute importante depuis 2001, la production de la pêche semble avoir enrayer la tendance baissière en 2006, avec des tonnages pêchés proches de ceux de 2005. La pêche côtière comme la pêche hauturière enregistrent pour la première fois depuis 2004 une hausse significative des rendements, qui restent néanmoins bien inférieurs à ceux d'avant 2004. Illustrant cette tendance, les prises de thons germans sont en hausse de 20 % par rapport à 2005, pour la pêche palangrière. La valeur de la production commercialisée passe de 1,6 à 1,8 milliard de F.CFP entre 2005 et 2006 (+11 %) et témoigne d'une tension toujours vive sur les prix des produits de la pêche.

Les importations

Hausse de la facture pétrolière et stabilité des autres importations

En 2006, le montant total des importations civiles de biens est de 155 milliards de F.CFP en baisse de 5 %. Cette baisse est due en partie au moindre volume d'importations exceptionnelles de biens d'équipement sur l'exercice 2006, comparé au fort volume de 2005. Hors biens d'équipement et produits énergétiques, les importations civiles sont stables entre 2005 et 2006 alors qu'elles étaient en hausse de 5,7 % entre 2004 et 2005.

En valeur, les importations de produits agroalimentaires et de véhicules automobiles baissent respectivement de -1,5 % et -2,2 % par rapport à 2005. A contrario, les importations de produits agricoles, de biens de consommation sont en hausse de 2,2 % et celles des biens intermédiaires stagne (+0,1 %).

Les variations les plus importantes sont constatées sur les produits énergétiques dont les importations en valeur augmentent de 28 % et sur les importations de biens d'équipement qui chutent de 30,4 %.

Le montant de TVA collectée (TVA à la consommation et à l'importation) est en hausse de 2 % par rapport à 2005, soit légèrement moins que le PIB. Entre 2004 et 2005, la collecte de TVA avait progressé de 4,3 %.

En 2006, la TVA versée au titre des importations s'élève à 20,0 milliards de F.CFP (-1,6 %) et celle versée au titre de la consommation à 21,2 milliards (+5,6 %).

La TVA

Comptabilité nationale et TVA : la Taxe sur la Valeur Ajoutée, mise en place le premier janvier 1998, apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits de douanes (inclus dans la production du commerce). Elle s'applique à l'ensemble des biens et des prestations de services vendus et importés sur le territoire. Après une période d'application progressive, les taux de TVA s'établissent à 6 %, 10 % et 16 % depuis 2002.

La comptabilité nationale enregistre en ressources la TVA versée par les entreprises (c'est-à-dire la différence entre la TVA exigible collectée sur les produits vendus et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommations intermédiaires ou investissement). Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) le sont hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre les ressources et les emplois de chaque produit.

Les emplois

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Variation 2006 / 2005
<i>Unité :</i>	<i>milliards de F.CFP</i>							<i>%</i>
Consommation (TTC)								
des ménages	278,5	305,7	332,6	351,8	321,1	376,2	370,6	-1,5
des administrations	35,7	37,1	41,8	40,2	38,7	32,6	34,6	+6,1
Investissements								
des entreprises	24,2	20,5	32,7	36,0	30,7	28,7	27,9	-2,8
des ménages	11,5	14,6	15,4	14,4	13,4	20,1	23,8	+18,4
des administrations	31,7	37,7	38,6	43,5	44,6	40,7	39,4	-3,2
Variations des stocks	+0,5	+0,5	-0,2	-0,4	+1,3	+1,1	-2,2	-
Exportations	28,7	26,0	23,2	16,5	19,1	20,8	22,4	+7,7
Dépenses touristiques	49,9	44,2	40,3	42,0	41,5	42,0	44,0	+4,7

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2006 de la Polynésie française

La consommation

Des ménages prudents

La consommation des ménages ralentit en 2006, après une année 2005 de rattrapage, et s'inscrit en baisse de -1,5 %. Le revenu brut des ménages augmente de 2,4 %, sous l'effet positif des hausses salariales (+4,4 % dans le public et +8,1 % dans le privé) même si l'effet négatif de la baisse des transferts aux ménages (-7,3 %) et des revenus des entreprises individuelles (-2,8 %) a limité sa progression.

Parallèlement, l'IEOM remarque une forte croissance des dépôts à vue qui bondissent de 13,6 % entre 2005 et 2006, témoin possible d'un comportement d'épargne de précaution. La propension à consommer des ménages semble donc de nouveau altérée par une absence de visibilité sur les perspectives économiques de court et moyen terme.

À l'inverse, les dépenses de consommation des administrations⁵ progressent pour la première fois depuis 2002. Les 34,6 milliards dépensés en biens et services sur 2006 restent néanmoins d'un montant inférieur à 37,2 milliards, niveau moyen de ces dépenses sur la période 2000-2006. Les établissements publics territoriaux, le centre hospitalier territorial et dans une moindre mesure le Territoire augmentent leurs dépenses en biens et services cette année.

L'investissement

Frilosité et incitations à l'investissement

En 2006, l'investissement total a progressé de 1,9 % par rapport à 2005, la plus forte croissance observée depuis 2003. Cependant tout comme en 2005, cette croissance doit sa vigueur à la demande des ménages en logement (et aménagement de logement), la demande des entreprises et des administrations poursuivant la tendance baissière initiée depuis 2004. La hausse constatée pour l'investissement total est donc liée à l'évolution de la demande en BTP (+3,5 %) alors que la demande en matériels et machines reste quasi stable (-0,3 %).

La poursuite des dispositifs de Prêt à l'Habitat Bonifié (PHB) et Prêt à l'Aménagement Bonifié (PAB) permet à la demande des ménages de connaître en 2006 une nouvelle année de croissance à 2 chiffres. Cette demande progresse de 18,4 % par rapport à 2005 pour atteindre le niveau record de 23,8 milliards de F.CFP, et ce malgré une légère hausse des taux de crédit immobilier⁶ (de 5,29 % à 5,34 %).

Les administrations et les entreprises réduisent en 2006 le montant d'investissement en BTP, leurs dépenses se contractant respectivement de 3,1 % et 13,0 %. Au sein de l'administration, le Territoire, acteur majeur en termes d'investissement, a dépensé 1,5 milliard de F.CFP de moins qu'en 2005, soit une baisse de 8,1 %. Dans le secteur privé, la demande en BTP de la branche « autres services », tirée par la construction d'hôtels, reste la plus importante avec 6,6 milliards d'investissement, soit une hausse de 11,7 % par rapport à l'exercice précédent. Néanmoins c'est l'une des seules branches dont ce type de dépense progresse, le commerce, les transports et télécommunications, de même que les industries agroalimentaires ayant chacune réduit les investissements en BTP de près de 500 millions de F.CFP.

L'investissement des administrations en matériels a diminué de 2,9 % en 2006, pour atteindre 15,2 milliards de F.CFP, soit le niveau moyen constaté pour ces dépenses sur la période 2000-2006. L'investissement hors BTP des entreprises, a progressé de 1,8 % sous l'impulsion du secteur de l'énergie qui a investi en matériels et machines 3,5 milliards de plus en 2006 qu'en 2005.

Comme 2005, sans la dynamique de l'investissement des ménages, 2006 serait une année de recul en termes d'équipement. En moyenne annuelle, depuis 2004, les dépenses d'investissement des entreprises et des Administrations sont en baisse de 5,4 %.

L'investissement en BTP des administrations

Unité :	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de F.CFP						
Territoire	13 383	15 514	16 448	19 174	20 711	19 182	17 637
État-Armées	1 685	1 575	1 575	1 290	1 290	14	33
État-services civils	329	450	394	104	140	557	193
Établissements publics territoriaux	336	181	351	1 200	161	554	461
CPS - RPSMR	88	88	90	188	333	114	1 061
Communes / Syndicat des communes	4 192	3 457	5 059	4 852	4 198	4 360	4 597
CHPF	189	211	154	591	134	168	183
Autres	154	79	32	127	212	78	84
Total	20 354	21 555	24 102	27 525	27 178	25 027	24 248

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2006 de la Polynésie française

⁵ : Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers), assimilées à de la consommation.

⁶ : Ce taux correspond au Taux Moyen Pondéré (TMP) des crédits immobiliers entre début 2006 et début 2007, source IEOM.

Les exportations 2006 en demi-teinte

Services : éclaircie en 2006

Le nombre de touristes accueillis en Polynésie en 2006 est de 221 549 soit une progression de 6,5 % par rapport à 2005. Cela représente 13 482 touristes supplémentaires. Ces touristes ont générés 44 milliards de F.CFP de dépenses, soit près de 2 milliards de plus qu'en 2005. Les exportations de service affichent donc une hausse de 4,7 % en 2006.

Biens : les perles en baisse

Les exportations polynésiennes progressent encore cette année de 7,7 % pour atteindre un montant total de 22,4 milliards de F.CFP. Les exportations militaires sont à elles seules responsables de la hausse constatée puisqu'elles représentent 3,7 milliards de F.CFP en 2006 (662 millions de F.CFP en 2005) tandis que les exportations civiles diminuent de 7,5 % pour atteindre 18,7 milliards de F.CFP.

Déjà confrontées localement à la faiblesse de la demande des ménages, les entreprises polynésiennes ont aussi subi celle de la demande extérieure. La valeur des exportations locales perd 8,2 % après un encourageant rebond sur les deux années précédentes depuis le point bas de 2003.

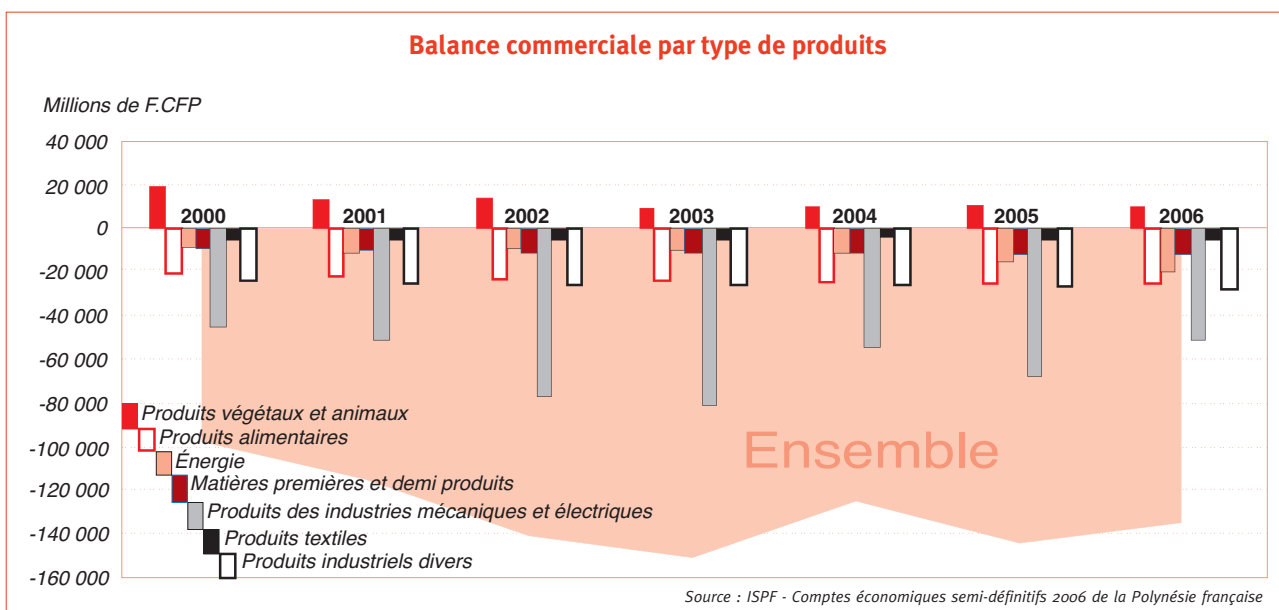
Les trois premiers produits exportés demeurent les produits perliers, le nono et le poisson, ils représentent respectivement 76,3 %, 7,4 % et 2,6 % du montant total.

La Perle de Tahiti et ses dérivés génèrent 12,0 milliards de F.CFP (12,8 milliards en 2005) de valeur d'exportations, pour un poids total de 9,2 tonnes. La valeur des exportations du fruit de nono a diminué de 18,5 %, à 1,2 milliard de F.CFP, pour un volume en baisse de 39,5 %. Pour la première fois depuis 2001, les exportations de poisson ont progressé en volume et en valeur et s'établissent à 416 tonnes (+8,0 %) et 416 millions de F.CFP (+16 %) en 2006. Les filets congelés restent le premier produit de la pêche exporté avec 280 tonnes pour un montant de 194 millions de F.CFP. Cependant malgré cette amélioration, la valeur annuelle des exportations de poisson est très loin de celle atteinte au début de la décennie qui avoisinait le milliard de F.CFP.

Les nacres demeurent le quatrième produit exporté devant le coprah, pour un montant total de 398 millions de F.CFP, valeur sensiblement identique à celle de 2005, alors que le volume exporté baisse de 17 %.

La production de vanille est en forte baisse, les exportations de ce produit le sont en moindre proportion puisqu'elles diminuent de 4,4 % en volume et de 9,9 % en valeur, par rapport à 2005.

Paramètre important des échanges, le dollar américain s'est déprécié face au franc pacifique, en 2006, il s'échange à 95,10 F.CFP contre 96,06 F.CFP en 2005.



Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

■ **Les entreprises** produisent : telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, elles regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits « intermédiaires », c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production ; la production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).

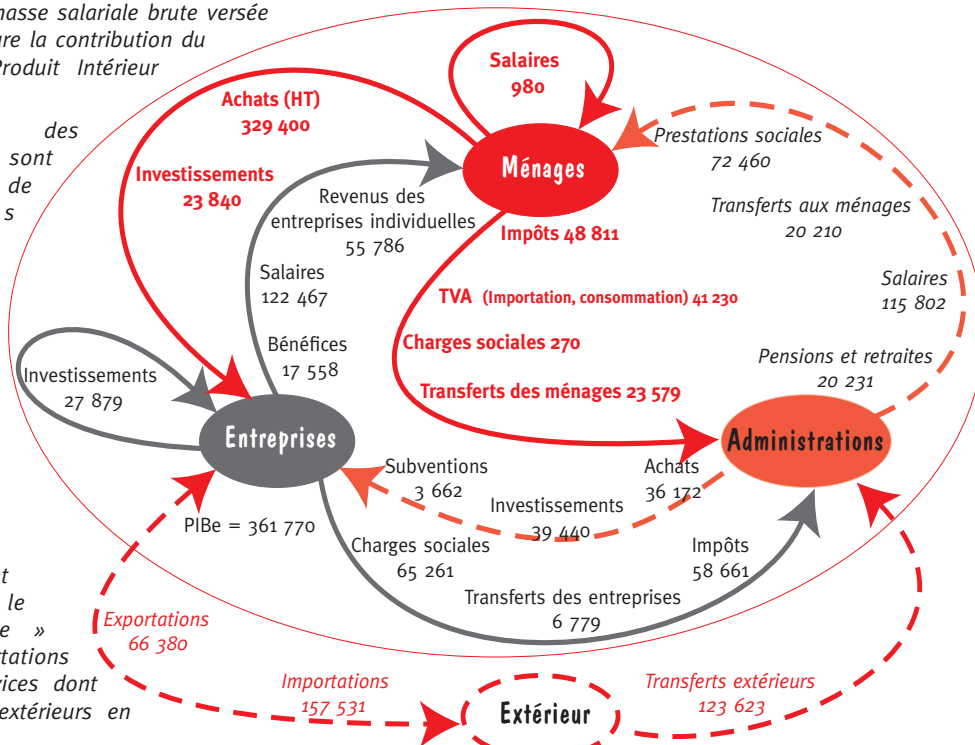
Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts, des cotisations sociales.

■ **Les ménages** consomment : pour ce faire, les ménages disposent de revenus (salaires, revenu des entreprises individuelles, bénéfiques) ; ils perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations** fournissent des services collectifs non marchands (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles comprennent, entre autres, le Pays, les services de l'État (civils et militaires), les Communes, la CPS, le CHPF, les établissements publics du Pays à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple), l'enseignement privé, etc. Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Pays tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.). L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut.

Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

■ **L'extérieur** permet de retracer les flux qui existent entre le Pays et le « reste du monde » (importations, exportations de biens et de services dont tourisme, transferts extérieurs en provenance de l'État).



Unité : millions de FCFP

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2006 de la Polynésie française